



CCI FRANCE
MADAGASCAR

Réunir pour mieux réussir

L'ÉCO

de la semaine

27 Juillet au 02 Août 2024

SOMMAIRE

Secteur immobilier - Une course à l'investissement.....	2
Environnement des affaires : Des avancées significatives pour l'industrie et le commerce durable.....	2
Développement agricole : Adoption de RuralInvest par les membres du CROA dans le Sud	3
Granite : Une pierre industrielle transformée pour la consommation locale.....	3
Entrepreneuriat féminin - Les femmes entrepreneures soutenues par le MIC.....	4
Exportation vers les États-Unis : Vers un renouvellement de l'accord commercial AGOA.....	4
Orange Madagascar : Engagement pour l'amélioration des conditions de travail	5
Affaire Madagascar Oil : Scott Reid sous les verrous	5
Télécommunication – La mise en place d'un prix plafond pour Internet à l'étude.....	6
SADC - industrialisation - Les produits ODOF s'exposent au Zimbabwe.....	7
SAINTE-MARIE - Le carnaval des baleines booste le tourisme.....	7
Projet Volobe Amont : Travaux d'infrastructures en cours, aucun blocage en vue	8
Coopération Chine et Asie du Sud : Madagascar et ses projets dans le viseur	9
Développement sectoriel : le Sim plaide pour le développement des industries	10
Transport aérien - Ethiopian Airlines étend ses opérations dans le ciel malgache	10
Code minier - L'adoption du décret d'application attendue	11
Marché des PPN : Consommabilité du riz sur le marché local assurée par les DRIC	11
Accès à l'électricité : Des plans d'amélioration élaborés avec la Banque mondiale	12
Facilité élargie de crédit : la première revue par le FMI prévue en octobre	12
Commerce extérieur - Les recettes d'exportation de litchis en hausse	13
Projet PROSOL : Promotion des approches agroécologiques à grande échelle	13
Économie bleue : Amélioration du niveau de vie des pêcheurs de Nosy-Be	14
Mines responsables : le sujet abordé lors d'un dialogue multi acteurs	14
Reconduction de l'Agoa : soutien affirmé de l'administration américaine	15
Diplomatie économique - Le nouveau représentant du FMI présente sa lettre de cabinet.....	16
Environnement - Une délégation inclusive aux COP.....	16
Entrepreneuriat : Le programme Fihariana a appuyé 26 000 porteurs de projet	16
Industrialisation : Promotion des produits des pays membres de la SADC à Harare	17
Coopération malgacho-angolaise : Signature de trois protocoles d'accord pour le développement des secteurs stratégiques.....	18
Journée internationale de la femme africaine : Rétrospective et perspective	19

Secteur immobilier - Une course à l'investissement

VALISOA ANDRIANIRINA | 27 JUILLET 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Les promoteurs immobiliers débarquent sur les marchés concurrentiels. Un secteur porteur avec un fort potentiel pour Madagascar.

Vers la concurrence. Actuellement, les Malgaches s'intéressent à l'achat des maisons prêtes à bâtir chez les promoteurs immobiliers, pour ensuite louer ou vendre à nouveau, évoque Tojo Rabe, directeur d'opérations d'une agence de promoteurs, présente à la Foire Trano qui a ouvert ses portes jeudi au stade Barea Mahamasina.



Les clients placent leur investissement dans la vente ou location de ces biens. Il s'agit des quartiers résidentiels bâtis sur les nouvelles villes, vu qu'ils attirent plus de touristes et de locataires de forte potentialité. Une source rentable pour les propriétaires ayant délégué les titres fonciers. Selon les explications de ce directeur, « certains propriétaires accomplissent toutes les étapes de la procédure de vente de la maison, pour ensuite louer ou hypothéquer sa part ». D'ailleurs, « les Malgaches commencent à s'intéresser de plus en plus aux constructions prêtes à

bâtir », a-t-il indiqué. Ce secteur connaît un essor considérable en ce moment.

Le promoteur immobilier ne propose que la vente de ses biens dont il assure la construction, tandis que l'agent immobilier propose un éventail plus large de biens. Pour sa part, l'agence de promoteurs immobiliers « Maison et Tradition » propose des ventes de maisons et terrains.

Augmentation

Elle a proposé cinquante-six maisons traditionnelles sur des terrains prêts à bâtir ou à construire dans la commune d'Ambohijanaka. De ce fait, l'agence propose des services de construction et d'assistance administrative à des tarifs attractifs, ajoute Tojo Rabe. Lors de leur première promotion immobilière en 2019, dix-neuf maisons ont été vendues avec succès, rapporte le responsable.

De plus, la valeur des maisons s'améliore chaque année. Par exemple, une maison achetée 200 millions d'ariary en 2018 peut avoir une augmentation de prix à 250 ou 300 millions d'ariary après deux ou trois ans. La valeur des maisons augmente suivant le développement urbain de la ville, poursuit-il. L'agence « Maison et Tradition », propose principalement des maisons traditionnelles de type F3 (deux chambres et une salle de bain) et F4 (trois chambres et une salle de bain). Ces maisons sont raccordées à l'eau et à l'électricité, et le quartier sera équipé de panneaux solaires et d'une fontaine. Les prix varient de 350 à 450 millions d'ariary pour les types F3 et F4, tous frais compris.

Environnement des affaires : Des avancées significatives pour l'industrie et le commerce durable

ANTSIA R. | 27 JUILLET 2024 | MIDI MADAGASIKARA

Le Ministère de l'Industrialisation et du Commerce (MIC) de Madagascar a récemment marqué des points décisifs dans l'amélioration du climat des affaires et la promotion de la responsabilité sociétale des entreprises (RSE).

Grâce à des initiatives stratégiques et des réformes réglementaires, le MIC a mis en avant son engagement envers un développement économique inclusif et durable. En effet, ce ministère a soumis une nouvelle réglementation visant à encourager la responsabilité sociétale des entreprises. Cette initiative repose sur des principes fondamentaux qui renforcent la contribution des entreprises à la société tout en assurant une croissance économique durable, selon le ministre Edgard Razafindravahy et son équipe. Selon les explications, les entreprises sont encouragées à considérer l'impact de leurs activités sur la société, notamment en termes de création d'emplois, de stabilité de l'emploi, et de respect des droits humains. Elles doivent également s'engager dans la protection de l'environnement, adopter une gestion éthique et transparente, et maintenir de

bonnes relations avec les parties prenantes, y compris les employés, les clients, les fournisseurs et les communautés locales. La transparence dans la communication des performances sociales et environnementales est essentielle pour garantir la confiance des parties prenantes. Les entreprises travaillent en collaboration avec les communautés locales pour développer des infrastructures nécessaires et répondre aux besoins de la société, notamment dans les domaines de la santé et de l'éducation.

Investissements.

Parallèlement à la promotion de la RSE, le MIC a également initié une réforme majeure avec le projet de décret d'application de la loi n° 2023-002 relative au statut réglementaire de l'EDBM (Economic Development Board of

Madagascar). Ce projet de décret vise à renforcer l'EDBM en tant qu'institution clé pour l'attraction des investissements. Après 18 ans d'existence, cet organisme est consolidé comme point d'entrée principal pour les investisseurs. En plus de la promotion des investissements, l'EDBM devient le leader du secteur des affaires à Madagascar, fournissant des conseils, protégeant les investissements et prévenant les litiges. L'EDBM joue désormais un rôle coordonnateur dans les activités de développement économique du pays, participant activement à l'élaboration

et à la mise en œuvre des politiques nationales d'investissement et des stratégies de développement du secteur privé. Un Comité de Protection des Investissements et de Prévention des Litiges est également mis en place pour protéger les investissements stratégiques et prévenir les litiges. Un système de prévention des litiges, comprenant deux niveaux, est instauré pour recueillir les plaintes des investisseurs et les soutenir dans la résolution des conflits avant de recourir aux tribunaux.

Développement agricole : Adoption de RuralInvest par les membres du CROA dans le Sud

ANTSA R. | 27 JUILLET 2024 | MIDI MADAGASIKARA

Les membres du Comité Régional d'Orientation et d'Allocation (CROA) du Fonds de Développement Agricole (FDA) viennent d'acquérir les compétences nécessaires pour adopter l'outil RuralInvest dans leurs processus de prise de décision pour l'octroi des financements. Cette avancée concerne les régions d'Ihorombe, Atsimo Andrefana, Anosy et Androy, où la formation s'est déroulée la semaine dernière à Tuléar. A noter que RuralInvest, une méthodologie de planification d'affaires facilitée par un logiciel, fournit des indicateurs de rentabilité fiables et harmonisés.

Développée par le Centre d'Investissements de la FAO, cette méthodologie est mise en œuvre à Madagascar avec l'appui technique du Programme DEFIS, actif dans neuf régions du pays. Grâce à cette formation, les membres du CROA peuvent désormais prendre des décisions plus éclairées et basées sur des indicateurs solides, améliorant ainsi l'efficacité et l'objectivité dans l'allocation des subventions du FDA. Cette initiative vise à renforcer les capacités des acteurs locaux et à promouvoir le développement agricole durable dans les régions concernées.

Granite : Une pierre industrielle transformée pour la consommation locale

NAVALONA R. | 27 JUILLET 2024 | MIDI MADAGASIKARA

Madagascar dispose d'une grande potentialité de ressources minérales pour ne citer que les pierres industrielles.

La plupart des pierres industrielles de la Grande île comme le granite restent sous-exploitées. Puis encore, « cette roche magmatique est souvent exportée à l'état brut par des opérateurs étrangers puis réexportée sur le marché local une fois bien travaillée dans leurs pays d'origine moyennant un prix onéreux. Raison pour laquelle, nous nous lançons dans la transformation de cette pierre industrielle depuis cinq ans en vue de promouvoir la consommation locale », a expliqué Paule Marie, responsable au sein du Monde en Granite, à l'occasion de sa participation à la Foire Trano organisée quatre jours durant, au Kianja Barea à Mahamasina. « Bon nombre de Malgaches commencent à s'intéresser au granite pour la décoration d'intérieur ou d'extérieur surtout les revêtements muraux », a-t-elle ajouté.

Qualité exceptionnelle

Cette pierre industrielle a en effet plusieurs utilités. On peut citer, entre autres, la création des pierres tombales et l'aménagement paysager tels que les marches d'escalier, les murets, les margelles de piscine, les fontaines, les bassins et les allées en pavé. « C'est également très prisé pour la construction de plans de travail de cuisine et les

plaquettes murales ainsi que la création de vases et de meubles de jardin », a-t-elle fait savoir. En dépit de tout cela, la majorité des Malgaches méconnaissent encore les avantages de l'utilisation de cette pierre industrielle dans leur vie quotidienne.

A la différence des simples matériaux de construction, cette pierre naturelle possède une qualité exceptionnelle



grâce à sa dureté ainsi qu'à sa résistance à l'usure et aux conditions climatiques, sans compter son aspect élégant et écologique.

Palette de teintes

Il est à noter que Madagascar dispose d'une grande variété de granites, et ce, de différentes couleurs mais tout ne peut être exploitable faute de rentabilité, selon ce promoteur, étant donné que l'extraction de cette pierre industrielle nécessite un outillage plus sophistiqué que

l'on doit importer. Il s'agit entre autres, de l'extraction par sciage au câble diamanté. Par ailleurs, le granit malgache, issu des carrières locales, est notamment composé de feldspath alcalin, de quartz et d'un taux élevé de mica. Il offre ainsi une palette de teintes allant du rose au noir en passant par le beige et le gris clair et foncé, et ce, avec des paillettes naturelles.

Entrepreneuriat féminin - Les femmes entrepreneures soutenues par le MIC

VALISOA ANDRIANIRINA | 29 JUILLET 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Promouvoir la contribution des femmes à l'entrepreneuriat. Une ligne directrice a été élaborée par le ministère de l'Industrialisation et du Commerce, et la Fédération des Femmes Entrepreneures du Comesa, Section Madagascar (COMFWB), afin d'améliorer la participation des femmes en termes de développement économique à Madagascar. De ce fait, la coopération entre le secteur privé et public est cruciale.

C'est dans ce contexte que la secrétaire générale du MIC, Vahinisoa Rasamoely Ranoelimanana, a effectué une visite auprès de Fanja Razakaboana, membre du cabinet d'administration du COMFWB et également présidente du Groupement des femmes entrepreneures de Madagascar (GFEM), à Isoraka. Cette entrevue s'inscrit dans le but

de voir les perspectives d'entente entre secteur public et privé afin de promouvoir la participation des femmes au développement économique de Madagascar. Pour sa part, le ministère en charge de l'Industrialisation a pris l'initiative de sensibiliser les entités ministérielles et gouvernementales à donner de la valeur aux femmes dans tous les systèmes liés à l'économie, selon la communication du ministère de l'Industrialisation et du Commerce.

Le ministère de l'Industrialisation encourage les femmes à l'entrepreneuriat et à la création d'entreprise. Le MIC fournit des efforts à travers les différents projets tels que les pépinières industrielles du projet One District, One Factory (ODOF) afin de soutenir la production primaire et la transformation industrielle.

Exportation vers les États-Unis : Vers un renouvellement de l'accord commercial AGOA

ANTSIA R. | 29 JUILLET 2024 | MIDI MADAGASIKARA

La prolongation de l'AGOA, sur les 10 prochaines années, est déterminante pour la croissance de certains secteurs d'activité en Afrique, selon les participants au 21^{ème} Forum de cet accord commercial.

Un avenir prometteur pour les exportations textiles. C'est ce que représente le renouvellement de l'African Growth and Opportunity Act (AGOA) pour Madagascar.



La Grande île a été représentée lors du Forum qui s'est tenu la semaine dernière à Washington DC, réunissant des représentants des autorités américaines, des partenaires de développement et des pays bénéficiaires de l'AGOA. D'après la délégation malgache, les participants

ont convaincu les États-Unis de prolonger l'accord AGOA, offrant ainsi une perspective de stabilité et de croissance pour les économies africaines concernées. Avec un engagement actif, la délégation malgache, dirigée par Isidore Razanakoto, directeur général du Commerce, a joué un rôle clé dans les négociations. Leur objectif principal : assurer le renouvellement de la loi AGOA pour les dix prochaines années, voire plus, avant son expiration prévue en septembre 2025.

Levier de croissance. À noter que l'AGOA permet l'exonération des droits de douane sur plus de 6 000 produits en provenance de Madagascar et des autres pays bénéficiaires lorsqu'ils sont exportés et distribués sur le marché américain. Ce cadre commercial favorable a permis à Madagascar de devenir l'un des trois principaux exportateurs de textile vers les États-Unis. Cette position stratégique génère des emplois et fait vivre environ 100 000 familles malgaches, principalement composées de femmes et de jeunes. Outre le secteur textile, Madagascar profite de l'AGOA pour exporter une variété de produits agricoles de grande valeur, tels que la vanille, le cacao,

et le café. Les États-Unis figurent parmi les principaux marchés de destination pour ces produits, consolidant ainsi les liens commerciaux entre les deux nations. Perspectives. La participation active de Madagascar au Forum AGOA et les résultats obtenus témoignent de l'importance de cet accord pour le développement économique du pays. La prolongation de l'AGOA offrirait une

stabilité nécessaire pour planifier à long terme et investir dans des secteurs clés de l'économie malgache. En bref, ce 21^{ème} Forum a marqué une grande étape pour Madagascar et les autres pays bénéficiaires. Les efforts concertés pour renouveler cet accord vital promettent un avenir prospère pour les exportations malgaches et le développement économique de la région.

Orange Madagascar : Engagement pour l'amélioration des conditions de travail

ANTSIA R. | 29 JUILLET 2024 | MIDI MADAGASIKARA

Orange Madagascar a mis en avant son engagement envers l'amélioration des conditions de travail de ses salariés en organisant une journée de sensibilisation dédiée à la santé, à la sécurité, et à la qualité de vie au travail.

L'événement s'est déroulé vendredi dernier sur quatre sites, notamment à la Tour Ankorondrano, à Tanjombato, à Mahajanga et à Fianarantsoa. Frédéric Debord, DG de la société, a ouvert cette journée en soulignant l'importance de ces initiatives pour l'entreprise. « Une bonne qualité de vie et de bien-être au travail est essentielle. En tant qu'employeur humain, Orange Madagascar met tout en œuvre pour garantir ces conditions à ses salariés. Avec le soutien de nos partenaires de la santé, nous consacrons périodiquement une journée pour les sensibiliser et les accompagner », a-t-il déclaré. Cette journée de sensibilisation a permis aux salariés et à leurs familles de participer à diverses activités visant à améliorer leur bien-être. Des dépistages du VIH Sida, du diabète et de la tension artérielle ont été proposés, ainsi qu'une campagne de don de sang et de vaccination. Les salariés de Mahajanga et de Fianarantsoa ont également bénéficié d'un dépistage du cancer du col de l'utérus.

Responsable

Orange Madagascar se distingue en tant qu'employeur digital et humain, mettant le bien-être au cœur de sa politique de ressources humaines. Ses salariés en CDI, ainsi que leurs conjoints et enfants, bénéficient d'une assurance santé complémentaire. En plus des initiatives de santé, la journée a été enrichie par des activités

culturelles, incluant une animation musicale par « Joyfull », le club de musique des salariés d'Orange Madagascar, ainsi que des spectacles de danse.



Ces moments de convivialité renforcent l'esprit d'équipe et contribuent à un environnement de travail agréable et stimulant. En bref, pour Orange Madagascar, il s'agit de créer un cadre de travail favorable, où la santé, la sécurité, et la qualité de vie sont des priorités. Ces efforts constants pour améliorer les conditions de travail démontrent la volonté de l'entreprise de se positionner comme un employeur responsable et attentif aux besoins de son personnel.

Affaire Madagascar Oil : Scott Reid sous les verrous

ARH. | 29 JUILLET 2024 | LES NOUVELLES

L'affaire Madagascar Oil a pris une tout autre tournure. Son ancien administrateur général, Scott Reid, également consul honoraire de l'Australie à Madagascar, a été placé en détention préventive vendredi en fin d'après-midi, après une plainte déposée par les actionnaires de Madagascar Oil SA (MOSA), alléguant des malversations financières.

Des sources indiquent que des paiements successifs rapprochés, fondés sur des factures de prestations jugées douteuses, sont parmi les chefs d'accusations portés contre Scott Reid. Nommé à la tête de la compagnie pétrolière Madagascar Oil, au mois de mars 2022, l'Australien Scott Reid, s'est rapidement trouvé dans le viseur

de la société mère, US Holdings Ltd qui a fini par résilier le contrat de l'Australien.

Puis au mois de mai, Scott Reid a contesté son remplacement par l'Assemblée générale des actionnaires devant la justice et a même déposé une plainte pour vol contre ses successeurs. L'affaire est encore en cours et le

dénouement reste encore attendu que voilà Madagascar Oil réplique à son tour en accusant son ancien directeur général de malversations.

Une fois de plus, les deux parties se sont engagées dans une bataille judiciaire qui perturbe l'exploitation de Tsimiroro, un site d'importance économique pour Madagascar.

Difficultés financières

En avril, BMK Resources Ltd, connu sous le nom de Benchmark Group, a repris le contrôle de MOSA, après une année d'absence notable, marquée par des difficultés financières. Pendant cette période tumultueuse, US Holdings Ltd (Bermudes), la société mère de MOSA, a été contrainte de se soumettre à une procédure de liquidation en raison de défauts de paiement substantiels.

Le retour de BMK s'est traduit par la nomination de deux nouveaux administrateurs généraux : Chartie Thurston et Willy Ranjatoelina, évinçant ainsi Scott Andrew Reid de son poste. Ces changements de direction visaient à stabiliser l'entreprise après une période de grande incertitude. L'arrestation de Reid ajoute une nouvelle dimension à ce feuilleton judiciaire, jetant une ombre sur les efforts de BMK pour redresser Madagascar Oil. Le développement du site de Tsimiroro, essentiel pour l'économie malgache, reste en suspens alors que les litiges continuent de s'accumuler.

En attendant la décision de la justice, les regards se tournent vers Madagascar Oil qui essaie tant bien que mal de se refaire une santé. Cette affaire montre les défis auxquels sont confrontées les entreprises opérant dans des environnements financiers instables et la complexité des relations d'affaires internationales.

Télécommunication – La mise en place d'un prix plafond pour Internet à l'étude

29 JUILLET 2024 | 2424.MG

Antananarivo, 29 Juillet, 7h15 – L'Etat s'apprête à sévir. Alors que le prix des data tarde à baisser sur Internet mobile, le ministère du Développement numérique, des postes et des télécommunications (MNDPT) indique être en train de préparer plusieurs textes réglementaires pour réguler les tarifs et mettre en place les éventuelles sanctions.



“Nous espérons achever cela avant la fin de cette année”, confie Andry Rasoanaivo, secrétaire général du ministère la semaine dernière.

Selon les explications du haut responsable, outre les sanctions comme déjà annoncé, le ministère envisage également des mesures d'accompagnement dans ces futurs

textes. Des mesures incitatives à l'investissement sont notamment prévues. Enfin, le ministère envisage aussi de mettre en place un prix plafond sur les tarifs d'internet.

Les offres et les tarifs des différentes catégories seront ainsi définis, ajoute notre interlocuteur. “Pour l'instant, nous poursuivons le dialogue avec les opérateurs, nous invitons les opérateurs à investir mais nous allons aussi imposer des sanctions si cela est nécessaire car le rôle de l'Etat est de veiller à l'intérêt de la population”, explique le secrétaire général.

Pour le MNDPT, bien que les tarifs de l'Internet mobile soient encore élevés, la libéralisation totale du secteur des télécommunications a déjà porté ses fruits sur la concurrence. Le secrétaire général prend comme exemple, les offres à tarif abordable de l'opérateur satellite américain. “Nous voyons aussi que le prix a déjà baissé sur certaines offres internet fixes de certains opérateurs locaux”, indique-t-il.

En avril, un prix plancher du Go de data avait été appliqué suite à l'adoption d'un décret en ce sens en novembre 2023. Les autorités sont pourtant très vite revenues sur le projet qu'elles disent avoir été concerté avec les opérateurs. Avec l'application de cette mesure, les gros consommateurs de data mobile ainsi que les usagers des forfaits réseaux sociaux ont fait face à une importante hausse des prix.

SADC - industrialisation - Les produits ODOF s'exposent au Zimbabwe

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | 30 JUILLET 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Les produits issus des pépinières industrielles One District, One Factory sont exposés pour la première fois à l'étranger, à Harare, au Zimbabwe.

Une première. Les produits des pépinières industrielles One District, One Factory sont exposés à Harare, au Zimbabwe, à l'occasion de la semaine de l'Industrialisation de la SADC. Cet événement est la plus importante plateforme de dialogue public-privé dédiée à la promotion de l'industrialisation, du commerce et des investissements intra-africains.

L'édition de cette année se concentre principalement sur les minerais, l'agro-industrie, les services financiers, les biens de consommation courante, les produits pharmaceutiques, le développement des infrastructures, ainsi que l'entrepreneuriat des femmes et des jeunes. D'après le ministère de l'Industrialisation et du Commerce, qui représente la Grande île lors de cette 7^e édition, « les produits One District, One Factory commencent à se frayer un chemin sur le marché de l'Afrique australe et orientale. Ils sont exposés au stand du ministère de l'Industrialisation et du Commerce (Madagascar MIC) », indique ce département ministériel. C'est l'usine de production de vin de fruits d'Antsirabe qui expose ses produits sur ce stand. Son gérant est accompagné par la directrice générale de l'Industrialisation, la directrice des Infrastructures et de l'Innovation, ainsi que la représentante résidente de l'Organisation des Nations unies pour le Développement industriel (Onudi).

Partenariats fructueux

Le MIC explique que l'exposition des produits ODOF à Harare constitue « une occasion pour le ministère de l'Industrialisation et du Commerce d'échanger des points de vue, des pratiques et des solutions innovantes avec les autres participants à cet événement. Le ministère discutera sur place de la vision et de la conviction de la Grande

île par rapport au développement industriel ». C'est également l'occasion de partager des expériences, notamment par rapport à l'expérience malgache des pépinières industrielles. La semaine de l'Industrialisation de la SADC se tient du 28 juillet au 2 août prochain. Ce sera l'occasion pour les représentants de la Grande île de vendre le savoir-faire malgache et les produits du pays, mais aussi d'acquiescer de nouveaux partenariats fructueux sur le marché intra-régional.



Après l'extension des débouchés des produits ODOF à la grande distribution, l'externalisation de ces biens de consommation courante produits localement est une des finalités du projet. Le ministère a mis en place des dispositions législatives et techniques qui soutiennent les producteurs et industriels locaux sur le chemin de l'exportation de leurs produits. Il y a, entre autres, la loi sur les sociétés coopératives. Grâce à cette loi, les associations de producteurs bénéficient désormais d'un cadre légal qui leur permet de se positionner comme des acteurs économiques indépendants. Ils sont capables de commercialiser leurs produits aussi bien au sein de leur localité qu'à l'extérieur, voire à l'étranger.

SAINTE-MARIE - Le carnaval des baleines booste le tourisme

VALISOA ANDRIANIRINA | 30 JUILLET 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Le passage des baleines à Madagascar est une source de revenu pour les habitants de Sainte-Marie. C'est une promotion pour le développement économique de l'île.

Incontournable. Le passage des baleines sur les côtes de Sainte-Marie devient un événement phare pour le secteur du tourisme. Le ministère du Tourisme et de l'Artisanat, en collaboration avec ses partenaires privés, organise la première édition du « Carnaval des baleines ». Un événement qui vise à rassembler environ deux mille à trois mille touristes à Sainte-Marie pendant les périodes de passage des baleines à Madagascar.

Du 10 au 18 août, les touristes nationaux et internationaux auront l'occasion de découvrir ces cétacés dans leur habitat naturel le long des rivages de Sainte-Marie. Selon les autorités, cet événement devrait provoquer un

essor considérable du développement touristique dans la région. Cette information a été communiquée lors d'une conférence de presse à Andraharo hier.

Rôle clé

Le Carnaval des baleines est une initiative visant à promouvoir Madagascar comme destination touristique, stimuler les investissements dans ce secteur, protéger la biodiversité en préservant les baleines, et favoriser le tourisme durable. D'ici la fin de l'année, le ministère du Tourisme vise à attirer trois cent mille visiteurs. Cet événement jouera un rôle clé dans l'atteinte de cet objectif. Une

collaboration étroite entre le secteur privé et public est donc essentielle pour le développement économique du pays. « C'est pourquoi le ministère du Tourisme et de l'Artisanat travaille en étroite collaboration avec le secteur privé », a souligné Diana Rasoanaivo, directrice de cabinet du ministère du Tourisme et de l'Artisanat.

« Les baleines migrent des zones froides vers des zones chaudes, notamment la partie Nord-est de Madagascar, pour se réfugier. Elles viennent s'accoupler ou mettre bas durant ces périodes. C'est pourquoi elles sont

si nombreuses à fréquenter les eaux maritimes de Madagascar, puisque la Grande île est située dans une zone tropicale », explique Diana Rasoanaivo. Les baleines sont visibles dans les eaux territoriales malgaches de juin à octobre.

Selon les observations de CetaMada, une association dédiée à la conservation des mammifères marins et de leur habitat, trois cents espèces de baleines ont déjà été observées au large des côtes de Madagascar.

Projet Volobe Amont : Travaux d'infrastructures en cours, aucun blocage en vue

ANTSIA R. | 30 JUILLET 2024 | MIDI MADAGASIKARA

La mise en œuvre du projet d'aménagement de centrale hydroélectrique Volobe Amont se déroule convenablement, selon les parties prenantes. Outre les travaux de construction en cours, des plans stratégiques basés sur le PGE sont également en préparation.

Un projet indispensable pour résoudre la crise énergétique à Madagascar. C'est ce que représente le projet Volobe Amont, qui s'inscrit comme une initiative phare visant à augmenter l'accès des populations malgaches à une énergie verte et de qualité. Ce projet ambitieux, initié par l'État malgache, a déjà franchi plusieurs étapes clés, marquant une collaboration étroite entre l'État central, les collectivités décentralisées, les entités spécialisées, le secteur privé et les populations locales. Développé dans le cadre d'un partenariat public-privé (PPP), le projet avance à un rythme soutenu et conforme aux prévisions, selon les informations que nous avons recueillies hier.

Étapes clés franchies

Depuis son lancement, le projet Volobe amont a traversé plusieurs étapes déterminantes. Entre 2017 et 2022, les études d'impact socio-environnementales et les évaluations techniques et régionales ont été réalisées. En décembre 2022, le projet a obtenu son permis environnemental, une étape cruciale pour la poursuite des travaux. La signature des contrats de concession et d'achat en mai 2023 a marqué une avancée significative, ouvrant la voie à la phase d'implémentation. Selon notre source au sein de la Compagnie Générale d'Hydroélectricité de Volobe (CGHV), « la mise en œuvre du projet avance normalement, depuis la signature des contrats de concession et d'achat ». Malgré la complexité du processus, tout se déroule conformément aux prévisions, témoignant de la solidité de la planification et de la coordination entre les différentes parties prenantes, d'après les explications.

Actions récentes

Depuis le début de l'année 2024, plusieurs actions ont été mises en œuvre tant sur le plan social que technique et juridique. Parmi ces initiatives figurent la préparation de différents plans stratégiques alignés avec la Politique Générale de l'État (PGE), la construction de bureaux sur le site de Volobe, ainsi qu'un bureau de représentation à Toamasina. Le renforcement progressif de l'équipe, notamment dans le domaine social et des relations

communautaires, témoigne de l'engagement à intégrer les populations locales dans le processus de développement. Les préparations en cours incluent également l'obtention des diverses autorisations nécessaires pour les travaux, l'élaboration des contrats de travaux, et le bouclage financier du projet. Ces efforts soutenus indiquent un avancement significatif et un engagement partagé pour la réussite du projet.



Perspectives

Certes, le projet Volobe amont est l'un des projets prioritaires de l'État malgache. « Il n'y a pas de quoi s'inquiéter. C'est un processus normal pour un projet structurant comme le projet Volobe. L'État malgache ainsi que les partenaires financiers se sont donné les moyens pour réussir ensemble », a affirmé notre source. Cette déclaration souligne la confiance des promoteurs dans le succès du projet et l'engagement des partenaires financiers à soutenir cette initiative verte. En effet, les travaux de constructions et les activités de préparation actuellement en cours témoignent du bon avancement du projet et de la détermination de toutes les parties prenantes à mener à bien cette initiative.

Modèle

Le projet Volobe Amont représente un pas décisif vers l'augmentation de l'accès à une énergie durable à Madagascar, aligné avec les textes réglementaires et les bonnes pratiques internationales. L'engagement de toutes les parties prenantes, des autorités locales aux partenaires financiers, est essentiel pour garantir que ce

projet se concrétise selon le planning prévu, apportant des bénéfices significatifs aux populations locales et contribuant au développement durable du pays. Bref, le projet Volobe amont est non seulement une réalisation technique et environnementale majeure, mais également un modèle de coopération réussie entre les secteurs public et privé pour le bien-être des populations malgaches.

Coopération Chine et Asie du Sud : Madagascar et ses projets dans le viseur

D.R | 30 JUILLET 2024 | MIDI MADAGASIKARA

Avec un volume commercial évalué à plus de 200 milliards USD, rien qu'en 2023, soit le double du chiffre en 2013, la coopération entre la Chine et l'Asie du Sud est une opportunité pour la Grande Île. La situation géographique de Madagascar est d'ailleurs très stratégique pour bénéficier d'une multitude de projets avec ces pays. Jean Louis Robinson, Ambassadeur de Madagascar en Chine et hôte du 5^e forum sur la coopération Chine et Asie du Sud à Yunnan-Kunming (Chine) en parle.



Midi Madagasikara (M.M) : Notre pays est déjà membre de l'Asie du Sud-Est, comment pourrait-on attirer les projecteurs en tant que membre de l'Asie du Sud ?

Jean Louis Robinson (JLR) : Oui, il s'agit de la première participation de Madagascar dans ce prestigieux forum basant sur la coopération entre la Chine et l'Asie du Sud. C'est une source inépuisable de projets multidimensionnels (environnement, changement climatique, commerce international et encore d'autres) que notre pays aura à exploiter. Madagascar attire toujours les attentions et par sa situation géographique et par sa liaison historique avec les pays asiatiques. Bien que nous soyons un pays africain membre fondateur de l'Union Africaine, notre situation géographique particulière dans l'Océan indien nous réserve une certaine proximité avec les pays du sud de l'Asie. Par ailleurs, l'histoire atteste que l'origine de notre langue venait de la famille de langue polynésienne. Ce qui fait de Madagascar le pays asiatique et afro-asiatique de l'Afrique. J'ai orienté mon discours sur cet axe pour mieux

expliquer la proximité de notre pays avec la Chine et les États membres de l'Asie du Sud.

M.M : Quel rôle la diplomatie joue-t-elle en notre faveur dans cette coopération ?

J.L.R : Étant un Etat insulaire riche de 5.000 km² de côte, d'une vaste zone économique exclusive (ZEE) et dotée de biodiversité terrestre et marine exceptionnelle, Madagascar souhaite développer une économie bleue à travers une diplomatie nationale des ressources marines, la mise en place d'une chaîne de valeur de la pêche et de l'aquaculture marine. A tout cela, nous devons les explorer à travers les coopérations avec les pays asiatiques. Ils ont déjà une expertise dans ce vaste domaine. Outre cela, nouer et approfondir la coopération avec la Chine et l'Asie du sud ainsi que les pays rivant l'Océan Indien nous épaulera à lutter contre les criminalités transnationales concernant les trafics des ressources naturelles et la pêche illégale.

M.M : Vous avez beaucoup parlé de ressources naturelles, quid de la vulnérabilité climatique ?

J.L.R : Il est vrai que la Grande Ile est située dans le bassin cyclonique de l'Océan indien, le pays partage ainsi les mêmes vulnérabilités face aux changements climatiques avec les pays dont la Chine et les états membres de l'Asie du Sud qui sont chaque année frappés par des cyclones de plus en plus violents et fréquents, ravageant des habitations et des infrastructures ainsi que des récoltes. Le fait de s'associer avec ces pays nous permettra d'unir notre voix pour mieux être entendue sur la scène internationale.

Toute initiative tendant à la coopération et à la compréhension mutuelle entre les peuples, les échanges économiques et culturelles sont louables dans un monde en proie à la division géopolitique et vivant dans une compétition économique exacerbée. Les coopérations de la sorte demeurent importantes.

Développement sectoriel : le Sim plaide pour le développement des industries

ARH | 30 JUILLET 2024 | LES NOUVELLES

L'Etat doit impérativement améliorer le secteur industriel pour garantir un développement économique plus équilibré. Pour le Syndicat des industries de Madagascar (Sim), « le secteur industriel constitue une source d'emplois majeure et une source de revenus prometteuse pour les ménages, notamment ceux des zones rurales ».

Madagascar, riche en ressources naturelles et avec un modèle économique agricole (79,3% des emplois), peine à atteindre une stabilité économique durable. Dans une publication en fin de semaine, le Sim soulève que « cette situation met en évidence que la force du secteur primaire, bien qu'importante, ne suffit pas à elle seule ».

L'industrie, qui soutient « 10% de la population active et contribue à 21,7% du PIB, est un secteur clé pour la diversification de l'économie malgache », ajoute le syndicat. Elle permet de réduire la dépendance à l'agriculture et constitue un pilier essentiel pour le bien-être de millions de foyers, notamment dans les zones rurales. Le secteur industriel offre des emplois et des revenus prometteurs, renforçant ainsi la stabilité des ménages.

Le dynamisme entrepreneurial est manifeste à Madagascar, avec une augmentation du nombre d'entreprises enregistrées, passant de 1.602 en 2020 à 1.929 en 2022. « Ce développement ne se limite pas aux grandes entreprises d'exploitation minière, de textile ou d'agro-industrie, mais inclut également de nombreuses PME », précise le Sim. Ces dernières, souvent spécialisées dans

la transformation des produits agricoles, boostent l'économie locale en valorisant les ressources naturelles du pays et renforçant les filières.

Dynamiser le secteur industriel

Cependant, Madagascar doit surmonter de nombreux obstacles pour que son secteur industriel atteigne son plein potentiel. Pour le syndicat patronal, « les insuffisances infrastructurelles, l'accès limité au financement, les problèmes d'approvisionnement en énergie et les charges fiscales élevées, sont autant de freins au développement ». Ces défis exigent une intervention vigoureuse de l'Etat, qui doit mettre en place des politiques incitatives pour soutenir les acteurs locaux. Encourager la création, l'innovation et la compétitivité des entreprises est essentiel pour dynamiser le secteur industriel et, par conséquent, l'économie du pays. Malgré ces défis, l'industrie malgache représente une source d'espoir pour un développement plus soutenu et durable. Les efforts concertés du gouvernement et des entrepreneurs locaux peuvent transformer ces obstacles en opportunités de croissance économique.

Transport aérien - Ethiopian Airlines étend ses opérations dans le ciel malgache

VALISOA ANDRIANIRINA | 31 JUILLET 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Pas à pas. Depuis le début de ce mois de juillet, Ethiopian Airlines a annoncé l'augmentation de ses fréquences de vol à Madagascar. La compagnie Ethiopian opère des vols dix fois par semaine dans le ciel malgache. Néanmoins, il s'agit du vol reliant Antananarivo et Addis-Abeba. Un passage incontournable pour les passagers de Madagascar qui veulent s'envoler vers des destinations internationales.

Auparavant, la compagnie éthiopienne effectuait des vols entre cinq et sept fois par semaine, si elle avait commencé avec deux vols hebdomadaires après sa reprise de fonction en 2022. Cette compagnie éthiopienne continue son évolution dans l'opération des vols après la pandémie de Covid-19 à Madagascar.

En outre, la compagnie effectue des vols directs vers l'aéroport international de Nosy Be, avec quatre rotations hebdomadaires. Nosy Be est une destination clé sur le territoire touristique de Madagascar. Cette augmentation

de fréquences, en phase avec la haute saison touristique, s'étend principalement du mois de juin au mois d'août.

Actuellement, la compagnie aérienne Ethiopian Airlines est reconnue comme la plus grande compagnie en Afrique.



Elle exploite une flotte de cent quarante-six avions, incluant des Boeing, des Airbus et des De Havilland, selon les informations disponibles sur son site.

Code minier - L'adoption du décret d'application attendue

VALISOA ANDRIANIRINA | 31 JUILLET 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Vers la dernière ligne droite. Après la finalisation du projet de loi régissant le code minier en mai dernier, les acteurs du secteur attendent l'adoption du décret afin de l'appliquer. Cette adoption est primordiale pour les acteurs dans le domaine de l'exploitation minière afin de cerner les réglementations relatives aux impacts sociaux et environnementaux conformes aux bonnes pratiques internationales. Aussi, s'agit-il de renforcer la bonne gouvernance climatique et la promotion des investissements sensibles au climat. D'ici quelques mois, Madagascar doit adopter ce décret d'application en vue de bénéficier des investissements à travers la Banque mondiale. D'ailleurs, le

ministre des Mines a évoqué son intention de soumettre le document concernant l'adoption du projet de loi au niveau des instances supérieures lors de la finalisation du projet de décret.

Plusieurs points liés à l'exploitation ont été relevés lors de la consultation des parties prenantes en mai dernier. Il s'agit des réglementations au niveau des grandes mines, de l'exploitation artisanale, de la filière aurifère, des perspectives environnementales et sociales, des financements, notamment le Fonds d'investissement social et communautaire, ainsi que le taux de répartition des droits et taxes sur les produits miniers.

Marché des PPN : Consommabilité du riz sur le marché local assurée par les DRIC

ANTSIA R. | 31 JUILLET 2024 | MIDI MADAGASIKARA

Face aux rumeurs circulant sur les réseaux sociaux concernant la présence de riz avarié dans le sud de Madagascar, la Direction régionale de l'industrialisation et du commerce (DRIC) Androy a tenu à rétablir la vérité.

« Nous confirmons que le riz vendu sur le marché est conforme aux normes et nous continuerons à intensifier nos descentes et inspections quotidiennes dans les entrepôts de stockage. Outre les contrôles que nous menons, des informations sont également reçues des autres régions environnantes ».



C'est ce qu'ont communiqué les représentants de la DRIC Androy, hier. Depuis quelques jours, des informations non vérifiées circulent selon lesquelles du riz provenant de Mahajanga serait entré à Toliara et aurait été distribué dans le sud du pays. Ces rumeurs ont suscité l'inquiétude parmi la population, préoccupée par la qualité des produits alimentaires disponibles sur le marché. Cependant, les représentants de la DRIC Androy ont assuré que leurs contrôles quotidiens confirment l'inexactitude de ces allégations. « Nous avons trouvé deux types de riz de marque Aigle sur le marché : celui provenant de l'Inde, considéré par les locaux comme du riz de luxe, et celui en provenance du Pakistan », a indiqué la DRIC Androy. Selon les explications, les contrôles effectués par la DRIC Androy se poursuivent quotidiennement pour garantir la qualité et

la conformité des produits alimentaires, notamment le riz, un produit de première nécessité.

Incinérés

En appui à ces contrôles, le ministère de l'Industrialisation et du Commerce (MIC) a précisé que le dernier cas de riz importé soumis à une demande de prélèvement par la société Nosima à Mahajanga date du mois d'avril de cette année. Ce lot comprenait 518 sacs impropres à la consommation qui ont été incinérés en juin. Le reste du lot, jugé consommable, a été distribué aux clients à travers l'île. Depuis cette opération, aucun cas de signalement de riz importé avarié n'a été fait auprès de la DRIC Boeny et aucune demande de prélèvement n'a été enregistrée. Bref, les différents types de riz commercialisés sur le marché local sont conformes aux normes en vigueur et propres à la consommation, selon les informations fournies par les DRIC du MIC. Les autorités restent vigilantes et poursuivent leurs efforts pour assurer la sécurité alimentaire de la population. Ils invitent également les consommateurs à dénoncer les cas suspects, pour favoriser le respect des normes.

Accès à l'électricité : Des plans d'amélioration élaborés avec la Banque mondiale

ANTSIA R. | 31 JUILLET 2024 | MIDI MADAGASIKARA

Une réunion regroupant les représentants des programmes financés par la Banque mondiale à Madagascar s'est tenue au siège de la Banque mondiale à Anosy, le 29 juillet dernier. Cette rencontre a été l'occasion de présenter des plans d'amélioration, de proposer des solutions et de formuler des suggestions pour optimiser la mise en œuvre de l'ensemble des programmes et projets en cours. Pour le ministère de l'Énergie et des Hydrocarbures (MEH), les projets DECIM (Projet de Connectivité Numérique et Énergétique pour l'Inclusion à Madagascar) et LEAD (Least-Cost Electricity Access Development) sont réalisés en partenariat avec la Banque mondiale. Ces initiatives comprennent l'électrification de 453 Centres de Santé de Base (CSB) en milieu rural, la distribution de 440 000 kits solaires, l'installation de 15 000 lampadaires pour éclairer les routes, ainsi que la construction de 32 centrales

solaires à travers Madagascar. Le ministre de l'Énergie et des Hydrocarbures, Jean-Baptiste Olivier, présent lors de cette réunion, a souligné l'importance de ces projets pour le développement de la Grande Île.



D'après ses dires, il s'agit d'efforts menés pour améliorer les conditions de vie de la population et promouvoir un développement durable.

Facilité élargie de crédit : la première revue par le FMI prévue en octobre

ARH. | 31 JUILLET 2024 | LES NOUVELLES

La première revue de la Facilité élargie de crédit (Fec) par le Fonds monétaire international (FMI) est programmée entre le 30 septembre et le 11 octobre, selon les informations du ministère de l'Économie et des finances (MEF). Cette annonce fait suite à une rencontre entre le nouveau représentant permanent du FMI à Madagascar, Eklou Kodjovi, et la ministre malgache de l'Économie et des finances, Rindra Hasimbelo Rabarinirinarison, lundi.

Avant cette première revue, plusieurs actions doivent être entreprises conformément à la liste des mesures pré-alables et des repères structurels stipulés dans l'accord avec le FMI, du moins jusqu'en juin 2025. Le programme de la Fec pour Madagascar prévoit une série de six revues semestrielles sur une période de 36 mois, débutée en juin. Cette première revue sera également l'occasion pour le FMI de remettre « l'article IV » à Madagascar. Ce rapport biennal traite de divers sujets économiques, et cette année, il met l'accent sur quatre points clés : l'électricité (notamment la situation de Jirama et les énergies renouvelables), la riziculture, le rôle de l'éducation dans l'évolution économique, et l'impact du changement climatique sur l'économie nationale.

48 millions de dollars décaissés

Le FMI a déjà annoncé le décaissement immédiat de 48 millions de dollars pour Madagascar, première tranche d'un programme de la Fec d'un montant total de 337 millions de dollars sur 36 mois. Cette décision a été prise par le

conseil d'administration du FMI le 21 juin, après l'examen de la demande de Madagascar pour de nouveaux arrangements dans le cadre de la FEC et de la Facilité pour la résilience et la durabilité (FRD).

L'ancien représentant-résident du FMI à Madagascar, Benlamine Mokhtar, avait déclaré lors de l'annonce officielle que ce programme vise à renforcer la résilience économique du pays. Il a ajouté que cette aide est destinée à atteindre « la viabilité budgétaire, améliorer la gouvernance, soutenir la stabilité monétaire et financière, et promouvoir les réformes nécessaires pour l'industrialisation et le développement du capital humain ».

Madagascar a également été sélectionné comme « Pays Pilote » dans le cadre d'une coopération entre le FMI et la Banque Mondiale. Les deux institutions se réuniront le 14 octobre pour discuter de cette initiative. Ce premier rendez-vous avec le FMI garantit pour Madagascar l'obtention des financements nécessaires pour la mise en œuvre des réformes économiques essentielles à son développement.

Commerce extérieur - Les recettes d'exportation de litchis en hausse

ITAMARA RANDRIAMAMONJY | 01 AOÛT 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Les exportations de litchis pour 2023 rapportent gros. D'après les chiffres fournis par la direction générale des Douanes et la Banque centrale, elles ont rapporté plus de 54 milliards d'ariary.

De juteuses recettes pour les exportations de litchis. Pour l'année 2023, la campagne a rapporté 54,4 milliards d'ariary, soit 12 millions de dollars de recettes. Ce sont les chiffres rapportés par la Banque centrale dans son bulletin trimestriel. En 2022, les recettes à l'exportation se sont chiffrées à 45 milliards d'ariary. C'est donc une hausse de 18% en une année. Cette croissance des recettes s'explique d'une part par l'augmentation du volume exporté de 7,4% selon la BFM. En effet, 16 860 tonnes de ce fruit ont été exportées par la Grande île pour 2023.



Le vent d'optimisme qui régnait au début de la campagne n'était pas seulement, pour ainsi dire, du vent. Le pays a misé sur la croissance du volume d'exportation de litchis lors de la campagne 2023. La Banque centrale explique aussi que cette croissance des recettes pour le litchi est due « à une meilleure valorisation de ce produit sur les marchés internationaux ». Notamment en France, une des premières destinations de ce produit festif. D'après la BFM, le prix de vente du kilogramme de litchi a augmenté de 11%, passant de 2 905,9 ariary en 2022 à 3 225,6 ariary en 2023.

Avantages

À noter que l'Union européenne est la principale destination du litchi malgache, avec 90% des expéditions en valeur qui y sont destinées. Les litchis malgaches trouvent aussi leur place dans les rayons au Royaume-Uni, au Canada et au Maroc. Les éléments ont été en faveur de la croissance des fruits durant la campagne de 2023. Ce qui a largement contribué à la qualité des produits distillés sur les marchés européens mais aussi sur de nouveaux marchés. La Grande Île a visé l'exportation de ce produit phare vers la Russie et Dubaï.

Du côté des producteurs, des mesures spéciales ont été prises pour favoriser aussi leur développement. Créé il y a quatre ans, le guichet unique a été mis en place pour faciliter la préparation des dossiers et autres procédures administratives pour les collecteurs et exportateurs de litchis. Près de mille cent soixante-dix collecteurs agréés, répartis dans les régions Atsinanana et Analanjirofo, ont mené les opérations avec leurs employés, plusieurs milliers, provenant de différentes régions de l'île. Des emplois saisonniers garantis par la campagne de litchi. C'est donc une meilleure campagne, malgré le fait que le pays ait misé sur l'exportation de dix huit mille palettes de litchis, les recettes se sont améliorées. Qualifié comme un des fleurons des produits d'exportation de la Grande île, le litchi malgache s'est exporté à raison de 14 272 tonnes au cours de la campagne précédente. La filière litchi est également prometteuse en raison du rapatriement de devises quasi-effectif pour tous les exportateurs de ce produit.

Projet PROSOL : Promotion des approches agroécologiques à grande échelle

NAVALONA R. | 01 AOÛT 2024 | MIDI MADAGASIKARA

Le projet de Protection et de réhabilitation des sols pour améliorer la sécurité alimentaire ou PROSOL intervient notamment dans les régions de Boeny et Androy.

Il s'agit d'un projet sous tutelle du ministère de l'Agriculture et de l'Élevage et co-financé par le ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ) et l'Union européenne. Mise en œuvre par la GIZ, ce projet vise à protéger les sols et à réhabiliter d'une manière durable les terres dégradées, comme son nom l'indique, à travers la promotion des approches agroécologiques à grande échelle. En effet, environ un tiers de la superficie de Madagascar est déjà

dégradé en raison de la recrudescence de la déforestation et du défrichement ainsi que de l'application de certaines pratiques agricoles ne respectant pas la durabilité, a-t-on appris. La croissance démographique constitue également une autre cause. Ce qui a provoqué une destruction, en partie irréversible, des systèmes agro-écologiques et une baisse des rendements de productivité agricole.

36 000 ha de sols à réhabiliter

Afin d'y remédier, le projet PROSOL est mis en œuvre pour promouvoir ces approches agroécologiques à grande échelle pour assurer une protection et une réhabilitation durable et climato-intelligente des sols dans ses deux régions d'intervention, à savoir Boeny et Androy. Parlant de cette première zone d'intervention, la région Boeny est actuellement très touchée par les effets néfastes du changement climatique tout en connaissant une forte dégradation des sols suite à un phénomène d'érosion. C'est dû notamment à la déforestation et aux feux de brousse, a-t-on évoqué. Le projet s'engage ainsi à former des producteurs à adopter des techniques agroécologiques permettant d'améliorer leur production agricole et de favoriser l'adaptation de leurs exploitations agricoles familiales au changement climatique. Le maïs et le sorgho sont les filières prioritaires dans la région Boeny. Il est à noter que le projet PROSOL intervient dans 12 communes des 4 districts de cette région en vue de protéger et réhabiliter 36 000 ha de sols dégradés. Plus de 20 000 ménages répartis dans ces collectivités territoriales décentralisées en seront les bénéficiaires directs.

Transition agroécologique

Il est à rappeler que la technique agroécologie consiste à renforcer la fertilité des sols par l'association et la rotation des cultures avec la plantation d'arbres ainsi que l'amélioration de l'environnement agricole.

Outre la vulgarisation à grande échelle de cette technique innovante en matière d'agroécologie et de gestion durable des terres, le projet PROSOL met également en œuvre des activités de protection de sols dans les espaces hors exploitations agricoles et faisant l'objet d'utilisation commune par la population. L'accès des producteurs cibles aux intrants agricoles, plus particulièrement aux semences de qualité et au financement pour le développement de leurs activités ainsi qu'au marché, sera en même temps facilité. Il est à noter que des exploitants agricoles familiaux bénéficiaires ont pu trouver des débouchés à leurs récoltes de maïs grâce à une convention de partenariat avec un opérateur de marché.



Quant à la filière sorgho, la production s'annonce bonne pour cette campagne. Le renforcement de la transition agroécologique s'impose ainsi au terme de ce projet.

Économie bleue : Amélioration du niveau de vie des pêcheurs de Nosy-Be

NAVALONA R. | 01 AOÛT 2024 | MIDI MADAGASIKARA

Une délégation conduite par la conseillère politique, économique et commerciale au sein de l'ambassade des États-Unis à Madagascar, Julianna J. Kim a rencontré tout récemment la fédération et les unions des groupements de pêcheurs ainsi que les associations de femmes pêcheurs à Nosy-Be. Ces communautés de pêcheurs ont bénéficié de l'appui du programme Swiofish 2, qui arrive déjà à son terme. Dans le cadre de cette rencontre qui a inclus l'équipe de la circonscription régionale du ministère de la Pêche et de l'Économie bleue, une amélioration du niveau de vie de ces pêcheurs a été observée. Il est à

rappeler que ces groupements de pêcheurs ont été dotés de matériels et d'équipements de pêche. On peut citer, entre autres, les gilets de sauvetage et l'infrastructure de stockage de leurs captures. En outre, un Groupement d'Épargne Communautaire et un Transfert de Gestion des Ressources Halieutiques, ont également été mis en place. De leur côté, les associations des femmes pêcheurs ont en même temps pu développer leurs activités de pêche. Lors de cette rencontre, l'Union des Pêcheurs a demandé une vedette de sauvetage leur permettant d'intervenir rapidement en cas de naufrage des pêcheurs en mer.

Mines responsables : le sujet abordé lors d'un dialogue multi acteurs

FAHRANARISON | 01 AOÛT 2024 | LES NOUVELLES

Un dialogue multipartite sur le thème « Entreprises et droits de l'homme dans le secteur minier à Madagascar » se déroule depuis hier à l'hôtel Carlton, sous l'égide du Programme des Nations Unies pour le développement (Pnud) et les agences onusiennes à Madagascar et le ministère des Mines.

C'est la suite logique de plusieurs analyses et consultations menées par le Pnud, les autres organismes onusiens, des organisations de la Société civile et autres acteurs. Le but étant de mettre en évidence les potentiels impacts néfastes que pourraient exercer les activités minières sur les droits de l'homme, en particulier ceux des personnes et groupes les plus vulnérables, ainsi que la

cohésion sociale.» Cette initiative arrive à point nommé dans le contexte actuel et s'aligne aux priorités de l'Etat. L'insertion de la dimension humaine dans le nouveau Code minier adopté en octobre 2023 ainsi que ses décrets d'applications adoptés la semaine dernière en Conseil des Ministres, témoigne l'engagement du Gouvernement à œuvrer pour des réformes dans une logique d'inclusivité des acteurs et la valorisation de leurs contributions pour l'effectivité des Mines responsables à Madagascar », a souligné Henri Razananirina, SG du ministère des Mines. A l'occasion de cet atelier, les parties prenantes issues des Ministères, de la société civile, des associations de base communautaires, du secteur privé venant des différentes

régions ainsi que du Système des Nations Unies (SNU) ont pu de leur part, accroître leur compréhension sur les entreprises et droits de l'homme, l'importance du respect de ces droits pour le développement durable et la croissance inclusive dans la Grande île.

« Il est attendu à l'issue de cet atelier à ce qu'un dialogue constructif entre le Gouvernement, les acteurs du secteur privé opérant dans le secteur minier, les organisations de la Société civile et les membres de communautés affectées par l'exploitation minière sur les défis liés à l'exploitation minière responsables et les différentes politiques, stratégies et instruments mis en place pour les relever, soit facilité », a-t-on soulevé.

Reconduction de l'Agoa : soutien affirmé de l'administration américaine

ARH. | 01 AOÛT 2024 | LES NOUVELLES

La prolongation de la croissance et les possibilités économiques en Afrique (Agoa) se dessinent. Aussi bien les autorités américaines que les pays bénéficiaires expriment leur soutien à un renouvellement rapide de l'Agoa avant qu'elle ne vienne à expiration à la fin de l'année fiscale 2025.

Le 21^e Forum de la l'Agoa s'est tenu à Washington, D.C. du 24 au 26 juillet, sous le thème « Au-delà de 2025 : Réimaginer l'AGOA pour un avenir inclusif, durable et prospère ». Cet événement a rassemblé des hauts responsables américains, des délégations des pays bénéficiaires de l'Agoa, ainsi que des représentants d'organisations économiques continentales et régionales, du secteur privé, du monde syndical et de la société civile.



Les discussions ont principalement porté sur la modernisation de l'Agoa pour maximiser son potentiel de développement et favoriser l'intégration économique régionale. L'urgence de renouveler cette loi avant son expiration en 2025 a été un point de débat.

A la suite du forum, l'Africa Regional Media Hub basé à Johannesburg, a organisé une conférence de presse virtuelle avec la représentante adjointe des Etats-Unis au Commerce extérieur pour l'Afrique, Constance Hamilton et la secrétaire d'Etat adjointe aux Affaires africaines, Joy Basu. Cet échange visait à fournir un compte rendu des discussions du forum.

Consensus bipartite

Constance Hamilton a mis en avant l'engagement des Etats-Unis envers l'Agoa, affirmant que « nous avons exploré les obstacles que rencontrent les femmes, les jeunes, les micro-entreprises et les petites et moyennes entreprises ainsi que la diaspora africaine lors de l'évaluation des opportunités de commerce et d'investissement ». Elle a souligné la nécessité de surmonter ces obstacles pour permettre à l'Agoa de réaliser pleinement son potentiel.

Joy Basu, quant à elle, a réaffirmé que l'AGOA est la pierre angulaire des relations commerciales entre les Etats-Unis et l'Afrique subsaharienne : « L'Agoa fait partie d'un ensemble d'outils que le gouvernement des Etats-Unis utilise pour renforcer le partenariat économique entre les Etats-Unis et l'Afrique, et pour construire un partenariat économique moderne, du XXI^e siècle ». Elle a assuré que l'administration américaine soutenait fortement une réautorisation rapide de l'AGOA avant la fin de l'année fiscale 2025, soulignant qu'il restait environ 14 mois pour agir.

Le président américain Joe Biden a également exhorté le Congrès à réautoriser et moderniser l'Agoa qui est en place depuis plus de vingt ans grâce à un consensus bipartite. Cette législation reste le socle des relations économiques entre les Etats-Unis et les pays africains. Le renouvellement doit ainsi aboutir à stimuler le développement économique et l'intégration régionale en Afrique.

Diplomatie économique - Le nouveau représentant du FMI présente sa lettre de cabinet

VALISOA ANDRIANIRINA | 02 AOÛT 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Kodjovi Mawulikplimi Eklou, le nouveau Représentant résident du Fonds monétaire international (FMI) à Madagascar, a présenté sa lettre de cabinet au ministre des Affaires étrangères par intérim, le ministre de la Décentralisation et de l'Aménagement du Territoire, Naina Andriantsitohaina, mardi dernier.

Le renforcement des liens de coopération entre Madagascar et le FMI, notamment à travers les programmes Facilité élargie de crédit (FEC) et Facilité pour la résilience et la durabilité (FRD), a été discuté lors de sa visite au ministère des Affaires étrangères, ainsi qu'une visite de courtoisie auprès du Premier ministre Christian Ntsay. « Au cours de cette audience, les deux parties ont réaffirmé leur engagement à poursuivre et à renforcer les liens de coopération entre Madagascar et le FMI. Elles ont souligné l'importance de cette collaboration pour le développement économique et la stabilité financière de Madagascar. Le ministre Andriantsitohaina a exprimé la reconnaissance du gouvernement malgache pour le soutien continu du FMI, tout en espérant une collaboration fructueuse avec Kodjovi Mawulikplimi Eklou dans le cadre des futurs programmes économiques et financiers, » indique le MAE dans un communiqué.

Avant sa nomination à Madagascar, Kodjovi Mawulikplimi Eklou a travaillé sur des dossiers variés, notamment pour Singapour et la Malaisie, ainsi que pour les pays de l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) dans le Département Asie et Pacifique. Il a également contribué au renforcement des capacités dans la division Afrique et supervisé les économies de l'Estonie et de la Lettonie au Département Europe.



En effet, il sera le successeur de Mokhtar Benlamine, qui a travaillé à Madagascar depuis le 25 mars 2022.

Environnement - Une délégation inclusive aux COP

MIANGALY RALITERA | 02 AOÛT 2024 | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Pour des participations rentables. La composition de la délégation malgache aux Conférences des parties sera diversifiée et inclusive. Elle va intégrer divers acteurs, à savoir : les représentants du gouvernement, de la société civile, du secteur privé, des communautés locales, des experts techniques, les jeunes et enfants, les populations autochtones, ainsi que les médias. Ce sont des personnes qui sauront défendre les intérêts de Madagascar lors de ces grandes réunions internationales et qui apporteront des résultats. « Les personnes qui représenteront Madagascar aux COP n'y vont pas pour prendre des vacances. Des résultats tangibles sont attendus. Nous

devons partir de ces COP avec des partenaires techniques et financiers, » a déclaré le ministre de l'Environnement et du Développement durable, Max Fontaine, à Ambatobe, hier, lors de l'atelier de préparation nationale pour la participation de Madagascar aux COP.

L'accréditation aux trois Conventions de Rio se fera en ligne. Elle est déjà ouverte et sera clôturée le 15 août pour la COP 16 de la Convention sur la Diversité biologique, le 15 octobre pour la COP 19 de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, et le 3 septembre pour la Convention des Nations Unies pour la lutte contre la désertification.

Entrepreneuriat : Le programme Fihariana a appuyé 26 000 porteurs de projet

NAVALONA R. | 02 AOÛT 2024 | MIDI MADAGASIKARA

Initié par le président de la République Andry Rajoelina, le programme national de l'entrepreneuriat, dit « Fihariana », est lancé en vue d'offrir des opportunités aux jeunes de concrétiser leurs projets.

Depuis la mise en œuvre de ce programme en 2019, un financement à hauteur de 185 milliards d'ariary a été mobilisé en partenariat avec les banques locales. Ce qui a permis d'appuyer 26 000 porteurs de projet y inclus les

startups et les Petites et Moyennes Entreprises (PME) formelles, oeuvrant dans différents secteurs d'activité, a-t-on appris. On peut citer, entre autres, l'agriculture, l'élevage, la pêche, la transformation agro-alimentaire et

le commerce ainsi que l'industrie et le tourisme. Ces entrepreneurs bénéficiaires d'un appui technique et financier sont répartis dans les 115 districts de Madagascar. Le soutien du programme Fihariana au démarrage et au développement de leurs activités a contribué non seulement à stimuler l'économie locale au niveau de ces circonscriptions administratives, mais aussi à créer de nombreux emplois locaux. L'amélioration des conditions de vie des milliers de ménages concernés, n'est pas en reste.



Viabilité des projets

Compte tenu de ses résultats concluants, le programme Fihariana ambitionne de renforcer son engagement à appuyer davantage les entrepreneurs malgaches en proposant des solutions financières améliorées. Il s'agit notamment des produits Fihariana, de l'appui aux chaînes de valeur prioritaires et des prêts plus substantiels pour les projets d'envergure. Ces produits ont la particularité d'avoir des business plans élaborés par le programme,

a-t-on indiqué. En outre, des séances de formation sont organisées systématiquement au profit des porteurs de projet dans le but de renforcer leurs compétences en matière d'entrepreneuriat. Les inciter à adopter une culture entrepreneuriale tout en assurant la viabilité des projets soutenus, est également de mise. L'objectif consiste à garantir l'autonomisation des jeunes et des femmes entrepreneurs bénéficiaires et la rentabilité de leurs projets.

Taux préférentiels

À compter du début de ce mois-ci, le programme Fihariana lance de nouveau un appel à toutes les start-ups et les porteurs de projet à soumettre leurs dossiers de demande de financement sur son site www.fihariana.mg et auprès de ses 24 délégués régionaux. Les Petites et Moyennes Entreprises formelles, quant à elles, peuvent déposer directement leurs dossiers auprès des banques partenaires du programme. Il est à noter que des taux préférentiels variant entre 9 et 11% sont appliqués aux demandeurs de financement bénéficiant de l'appui du programme Fihariana. En revanche, des critères d'éligibilité sont imposés, suivis des formations et accompagnements des entreprises sélectionnées. « En s'associant à Fihariana, les entrepreneurs malgaches reçoivent un soutien crucial. Que ce soit pour lancer une nouvelle entreprise, étendre une activité existante ou explorer de nouveaux marchés, le programme se positionne comme un catalyseur pour concrétiser les ambitions entrepreneuriales à travers la facilitation de l'accès au financement mais aussi en introduisant l'éducation entrepreneuriale et financière dans les parcours scolaires », a exprimé Valérie Zafindravaka, le Secrétaire Exécutif du programme Fihariana.

Industrialisation : Promotion des produits des pays membres de la SADC à Harare

ANTSA R. | 02 AOÛT 2024 | MIDI MADAGASIKARA

Les produits industriels malgaches, issus des pépinières industrielles du projet ODOF (One district One factory), sont présentés, cette semaine, à l'exposition des pays membres de la SADC, à Harare, Zimbabwe.

Le président de la République du Zimbabwe, Emmerson Dambudzo Mnangagwa, a inauguré l'exposition à laquelle Madagascar participe à travers le projet ODOF (One District One Factory). Cette cérémonie s'est tenue le mercredi 31 juillet dernier, marquant le quatrième jour de la semaine annuelle de la Communauté de Développement de l'Afrique Australe (SADC). Lors de sa visite des stands malgaches, le président Mnangagwa a officiellement ouvert l'exposition de ces produits ODOF en provenance de Madagascar, qui se distinguent par leur qualité et la collaboration étroite avec les coopératives paysannes, dans le processus de production. Pour cette fois, les produits malgaches exposés comprennent du vin, du cidre, des chips, du fromage, du ketchup, du miel, ainsi que d'autres produits attirant l'attention de nombreux visiteurs.

Démonstration

Parmi les intéressés figurent les organisateurs de l'événement et des entrepreneurs désireux de collaborer avec Madagascar. Ces interactions soulignent l'intérêt croissant pour les échanges commerciaux et le partage d'expériences entre les pays membres de la SADC. Dans son discours, le président Mnangagwa a déclaré : « Le moment est venu pour l'industrie en Afrique de démontrer sa maturité et de mettre fin aux plaintes incessantes. » Cette déclaration met en lumière l'objectif de l'événement : renforcer l'industrie africaine et promouvoir ses produits sur le marché international. À noter que la rencontre des pays membres de la SADC sur la promotion de l'industrie s'achève ce jour. Madagascar est représenté par le ministère de l'Industrialisation et du Commerce (MIC). Pour ce département, l'objectif est de développer et promouvoir les produits locaux de la Grande-île sur la scène régionale et internationale.

Coopération malgacho-angolaise : Signature de trois protocoles d'accord pour le développement des secteurs stratégiques

RIJA R. | 02 AOÛT 2024 | MIDI MADAGASIKARA

La visite officielle du président de la République en Angola ouvre de nouvelles perspectives pour une coopération renforcée dans des secteurs stratégiques. Le président de la République, Andry Rajoelina, a rencontré, hier, son homologue angolais, João Manuel Gonçalves Lourenço, à Luanda.

Dans le cadre de la visite officielle en Angola, la délégation malgache, conduite par le chef de l'Etat, a commencé la journée d'hier par une visite au « Mémorial António Agostinho Neto Kilamba », un lieu emblématique en Angola. Ensuite, le président de la République, Andry Rajoelina, a rencontré, hier, son homologue angolais, João Manuel Gonçalves Lourenço, au palais présidentiel Imprensa Nacional à Luanda. Sa délégation a été accueillie avec honneur. Un hommage militaire, suivi de 21 salves de canon, a marqué l'arrivée du chef de l'Etat malgache. Les hymnes nationaux des deux pays ont ensuite retenti, avant que les deux présidents ne passent en revue les troupes.

Investiture

Après cette cérémonie, les deux dirigeants se sont entretenus en privé pendant environ 30 minutes, avant de diriger une rencontre bilatérale élargie, en présence des délégations malgache et angolaise. Lors de cette rencontre, les deux présidents ont exprimé leur volonté de renforcer la coopération entre leurs pays. Le président angolais João Manuel Lourenço a souligné l'importance de cette visite, rappelant que lors de sa présence à Madagascar pour la cérémonie d'investiture de Andry Rajoelina, ils avaient déjà discuté des moyens de renforcer les liens bilatéraux.

Mines

Et place à la concrétisation. Les deux pays ont donc noué à cette occasion des accords de coopération. En effet, les accords signés à l'occasion de cette visite marquent une étape importante dans la coopération entre les deux nations. Ils comprennent un accord-cadre général de coopération, un mémorandum d'entente sur les consultations politiques, un accord d'exemption de visa pour les détenteurs de passeports diplomatiques et de service, ainsi qu'un accord créant une commission bilatérale. En plus de ces accords généraux, trois protocoles d'accord ont été signés pour le développement de secteurs stratégiques : le secteur minier, le secteur de l'énergie et le secteur pétrolier. Ces protocoles d'accord visent à faciliter les investissements et à promouvoir le développement durable dans ces secteurs essentiels pour les deux économies.

Nouvelle page

Dans son discours, le président de la République, Andry Rajoelina, a exprimé sa joie et son honneur d'être en Angola, soulignant l'importance de cette visite historique. « *C'est une grande joie et un grand honneur d'être ici en Angola, mais aussi en ce lieu symbolique, en ce beau pays. Aujourd'hui, nous écrivons une nouvelle page de l'histoire, car c'est la première fois qu'un président de la République de Madagascar effectue une visite d'Etat en terre angolaise.*

Cela témoigne de notre engagement mutuel à raffermir les liens qui unissent nos deux nations » a déclaré, hier, le chef d'Etat malgache à Luanda.

Amitié

Le président malgache a également rendu hommage à l'illustre premier président de l'Angola, António Agostinho Neto, dont il a salué le dévouement et le patriotisme. « Madagascar a toujours été aux côtés de l'Angola. Et l'Angola aux côtés de Madagascar. Comme le dit l'adage : c'est dans les moments difficiles que l'on reconnaît les vrais amis. En effet, en 1975, Madagascar a été l'un des premiers pays à reconnaître le MPLA », a souligné le président de la République. Il a également félicité son homologue angolais pour ses efforts en tant que champion de l'Union Africaine pour la paix et la réconciliation en Afrique. Il a exprimé sa volonté de renforcer les liens d'amitié et de coopération entre Madagascar et l'Angola, en particulier dans le cadre de la coopération Sud-Sud, qu'il considère comme essentielle pour le développement du continent africain.



Parlement Angolais

Après la rencontre avec le président angolais, le Chef de l'Etat s'est ensuite rendu à l'Assemblée nationale angolaise à Luanda. Durant son intervention devant le parlement angolais, le président malgache a défendu une « coopération Sud-Sud » et souligne, devant les 220 députés angolais, que « l'Afrique est une solution. L'Afrique c'est la vie ». C'est dans ce cadre qu'il a appelé les élus angolais à soutenir les initiatives de coopération entre les deux pays. « Notre coopération est fondée sur l'amitié, le respect mutuel, et un engagement continu à œuvrer pour le bien-être de nos peuples » a martelé Andry Rajoelina. Carolina Cerqueira, présidente de l'Assemblée nationale angolaise, quant à elle, a souhaité « la consolidation de cette coopération » au niveau des parlementaires de des pays.

Journée internationale de la femme africaine : Rétrospective et perspective

ISS HERIDINY | 02 AOÛT 2024 | MIDI MADAGASIKARA

Mama africa, cette mère qui porte son enfant dans son dos en cultivant le champ. Cette femme qui s'occupe de la lessive de sa famille nucléaire pour qu'elle soit propre. Cette maman court après son garçon avec un bâton à la main pour que son petit se tienne droit.



Oui, c'est l'image souvent projetée sur l'écran, peinte sur les toiles. Mais Mama africa a changé, elle n'est plus la commère tchipant ses voisins ni la pleureuse-peureuse lorsque Baba lui ordonne de dormir dehors parce qu'elle a mal cuit la viande. Dorénavant, elle a relevé la tête. Elle a pris confiance. Dépendante, hors de question, elle travaille dur afin d'acheter ses salovagna, son kisaly, ses boubous. Se prendre pour une victime, loin de là ! Elle assume ce qu'elle est....

La Journée internationale de la femme africaine a été célébrée le 31 juillet. Activités culturelles, expositions-ventes, conférences, ateliers figuraient au programme. Étant membres de l'Union Africaine, la Grande-Île n'est pas en reste. En effet, les femmes malgaches sont africaines et fières de l'être. De ce fait, politiciennes, littéraires, artistes, entrepreneures, journalistes, enseignantes, policières, toutes ont organisé divers événements afin d'honorer « Mama africa ». L'Afrique est au féminin, c'est la terre mère qui a enfanté de belles créatures capables de surmonter les épreuves. Madagascar

est une île, une terre sainte des reines, des souveraines, des érudites intelligentes et perspicaces.

Mais les mal intentionnés veulent à tout prix briser cette grande hardiesse bouillonnante dans le cœur de ces dames. « Nous sommes confrontés à d'énormes difficultés. Nous sommes au XXI^{ème} siècle, alors que des hommes nous démotivent, cela nous empêche de concrétiser nos rêves. Pour eux, nous devrions toujours rester à la maison, faire la vaisselle », martèle Emilia Razanamiafy, une sociologue. Apparemment, beaucoup d'hommes sont statiques.

Effectivement, cette morale moyenâgeuse a été fortement critiquée par les participants de l'exposition ayant eu lieu à la grande maison de la Communication et de la Culture Banja- Antsiranana. Giana Lehimena, une jeune entrepreneure de 23 ans souligne, « la femme n'est pas un objet. Elle doit prendre son destin en main. Nous n'avons pas besoin d'un sugar daddy pour avoir une sécurité financière. Notre tête et nos mains suffisent... ».

Faut-il rappeler que la tradition malgache est matriarcale ! Les écrits témoignent que des souveraines ont régné sur les différentes régions du pays. Sans parler de Ranavalona, Rasoherina, des reines ont contribué à la prospérité de leurs royaumes à Savoir Tsiomeko, Binao, Safy Mozongo, Betty.

Donc, ces hommes soi-disant musclés doivent réviser leur leçon d'histoire... De nos jours, les femmes sont victimes de harcèlements sexuels, de chantages, d'extorsions. Quelle morale rétrograde ! Toutefois, ces deux dernières décennies, Madagascar a fait un progrès énorme. Sur le plan politique, la promotion de la femme a été un défi.

Dès lors, de grandes dames occupent des places essentielles, notamment le ministère de la Défense, le ministère des Affaires étrangères, le département de la Justice... Sans équivoque, la Grande-île a fait un grand pas et devance ses sœurs africaines.